



REVUE DE PRESSE

Lundi 03 septembre 2018



Rentrée, remaniement, procès et football

Aujourd'hui

■ **Des copains et des larmes.** Plus de 12 millions d'enfants et ados franchissent aujourd'hui les portes des écoles, collèges et lycées, attendus par 881.000 enseignants. Poursuite des dédoublements de classes dans les quartiers défavorisés, nouveaux tests d'évaluation ou interdiction du portable au collège marquent cette rentrée.

Demain

■ **Qui a l'environnement?** Après la démission fracassante de Nicolas Hulot, le gouvernement a promis une équipe au complet pour mardi au plus tard, mais rien ne filtre sur l'ampleur du remaniement et sur le nom du futur ministre chargé de défendre l'environnement.

■ **Skinheads en procès.** Cinq ans après la mort de Clément Méric, devenu un symbole de l'engagement antifasciste, trois skinheads comparaissent à partir de demain aux assises pour répondre des coups portés contre cet étudiant de 18 ans tué lors d'une bagarre en plein Paris. Rencontre for-



Le procès des trois skinheads accusés d'avoir tué Clément Méric débute demain. Photo AFP

tuite ou guet-apens? La question sera au cœur du procès prévu à Paris jusqu'au 14 septembre.

■ **Cap sur les prix.** Le jury du Renaudot dévoile demain sa première sélection de romans et d'essais, avant l'annonce de la première liste des candidats pour le Goncourt vendredi.

Judi

■ **Rappeurs bagarreurs à la barre.** Leur bagarre à l'aéroport d'Orly début

août avait été filmée par des passagers éberlués et fait le tour des réseaux sociaux. Les deux frères ennemis du rap français, Booba et Kaaris, sont jugés ce jeudi à Créteil avec neuf de leurs proches pour violences aggravées et vols en réunion. Ils risquent jusqu'à dix ans de prison.

■ **La fête des étoiles.** Les Bleus champions du monde retrouvent les terrains cette semaine à l'occasion de la Ligue des nations, nouvelle compétition amicale de foot entre sélections de même niveau. Cela commence avec un déplacement ce jeudi à Munich pour affronter l'Allemagne avant un retour très attendu au Stade de France dimanche soir face aux Pays-Bas.

Vendredi

■ **Progressistes.** À la recherche d'un «arc progressiste» face à la montée des populismes et d'une solidarité face au Brexit, Emmanuel Macron reçoit dans le sud de la France la chancelière allemande Angela Merkel, sous pression de l'extrême droite après les manifestations à Chemnitz.

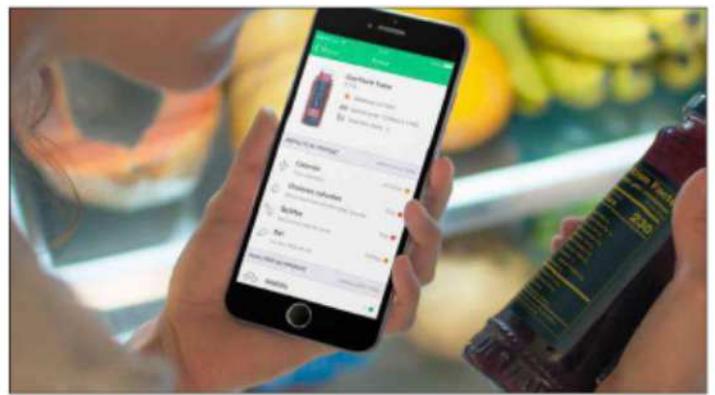
Scanner pour mieux acheter et manger!

Manger moins gras et moins sucré, éviter les allergies, acheter plus local et durable, le tout grâce à votre téléphone portable: des dizaines d'applications s'emploient à répondre à ces attentes de plus en plus pressantes des consommateurs. Créé en 2012, Open Food Facts sert ainsi de socle commun à la majorité des applis nutritionnelles actuellement sur le marché, dont la populaire Yuka (5 millions d'utilisateurs) lancée en janvier 2017, qui permet de décrypter les étiquettes en scannant leur code-barre via son smartphone. Surnommée «le Wikipedia de

l'alimentation», cette base de données est une plateforme collaborative qui «*déchiffre les étiquettes des produits, les listes de leurs ingrédients et les traduit en types d'allergènes, additifs, etc.*», détaille Pierre Slamich, son vice-président.

Notes et recettes

Plus de 370.000 produits alimentaires ont déjà été recensés et le site est désormais traduit en une cinquantaine de langues, ce qui réjouit son dirigeant: plus il y aura de personnes concernées, «*plus l'impact sur la santé publique sera maximal*». Pour Fanny



Il existe des applications à foison pour s'orienter dans la jungle alimentaire. Dont la populaire Yuka.

Capture d'écran Yuka

Marty, un bémol doit cependant être apporté: certains aliments, comme l'huile d'olive, sont notés «rouge» (d'un point de vue calorique, NDLR), alors qu'ils sont bons pour la santé en petites quantités, ce qui peut prêter à confusion. Autre application en vogue, TooGoodToGo («*trop bon pour être jeté*») promeut l'anti-gaspillage grâce à un principe simple: mettre en relations citoyens et commerces de

bouche, afin que les premiers rachètent aux seconds leurs restes, invendus ou produits presque périmés, pour 2 à 5 euros. Plus récente, Etiquetable informe sur les fruits et légumes de saison mais aussi sur les poissons menacés afin d'éviter de les acheter, renseigne sur les quelque 400 restaurants de proximité engagés dans une démarche locale ou bio, ou encore donne des recettes de cuisine «durable».

Leurs déchets valent de l'or

- 15 entreprises charentaises ont planché durant deux ans sur la réduction et la valorisation de leurs déchets
- Un projet mené par la CCI
- Soit 260 000 € d'économies !

Lénaëlle SIMON
l.simon@charenteibtre.fr

C'est une politique des petits pas qui s'évalue en monnaie sonnante et rébuchante. En un an, SNG TP, entreprise de travaux publics et privés à Asnières-sur-Nouère, a réduit sa production de déchets de 6 221 tonnes et économisé 52 000 € (sur un chiffre d'affaires de 5 millions). Le résultat de «Pacte - 10 % de déchets en un an», une action menée pendant deux ans auprès de quinze entreprises par la CCI en partenariat avec Calitom, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), le pôle éco-industries. Le but : les accompagner dans un programme de réduction et valorisation de leurs déchets.



C'est un outil de management interne et un argument commercial.

«On est parti d'une page blanche, admet Emmanuel Etcheverria, le directeur depuis huit ans. Quand vous lancez une boîte, vous ne vous occupez pas trop des déchets. La priorité, c'est de trouver des chantiers. Avant que l'on déménage il y a deux ans, nous étions à Genac et dépendions de la déchetterie de Rouillac. Contrairement à Calitom par exemple, elle prenait tout : nos

Une action qui en appelle d'autres

Face au succès de la première édition, la CCI Charente va lancer une seconde édition en 2019 «qui sera cette fois centrée sur des entreprises situées sur le territoire du Grand-Angoulême, notamment dans la ZI n° 3», indique Jean-Marc Jugain, responsable du service développement des entreprises à la CCI. En effet, Grand-Angoulême est labellisé «territoire à énergie positive» (Tepos), ce qui ouvre le droit à des aides de l'Ademe. La communauté d'agglomération doit, à ce titre, mettre en place des actions de prévention. En outre, une autre action, construite sur le même modèle que le Pacte - 10 % de déchets est en cours sur le thème de l'énergie, regroupant vingt entreprises du Grand-Angoulême.



Chez Bricq à Montbron, fabricant de tissus industriels, les chutes de fils sont triées selon leur qualité puis compressées dans d'immenses balles.

Photo Quentin Petit

restes de tuyaux de PVC, la ferraille et même les huiles usagées. Tout était gratuit.» Le déménagement de l'entreprise a coïncidé avec le lancement de l'opération.

Diagnostic, ateliers collectifs, rencontre avec des experts, mise en place d'un plan d'action, rendez-vous de suivi, «nous avons été pris par la main». Aujourd'hui, plus rien ne part en déchetterie. D'immenses bennes ont été installées pour trier les déchets : bois, plastique lisse, plastique alvéolé, métaux, le tout venant et bientôt le carton. «Les opérateurs trient manuellement. On a investi dans un camion doté d'un bras qui permet aussi de transporter les bennes sur les chantiers. Les opérateurs envoient ensuite les déchets chez Sabatier ou Sirmet où ils sont recyclés et valorisés.»

Moins 46 tonnes

Pour réduire la quantité produite, SNG TP a tiré un trait sur la vingtaine de fûts de 200 litres d'huile utilisés chaque année pour les vidanges des camions. «On achète désormais les huiles en vrac et en grande quantité, ce qui est moins

cher. On les stocke dans des cuves. Et on choisit des huiles de meilleure qualité qui permettent d'espacer les vidanges.» Usagées, elles ne terminent plus leur vie au fond d'une déchetterie mais sont récupérées par une entreprise spécialisée. Soit 3 800 € d'économies. Sans compter des gestes anodins qui pèsent plus lourd qu'on ne le pense. En diminuant drastiquement les impressions et le grammage du papier, SNG TP a consommé 110 kilos de papier en moins.

Les meilleurs déchets sont ceux qu'on ne produit pas. Bricq, qui fabrique des tissus industriels, en a aussi fait l'expérience à coups de chiffres éloquentes. L'entreprise de Montbron, qui y était déjà sensibilisée, a réduit ses déchets de 46 tonnes en un an soit 57 000 €. Le début d'un cercle vertueux.

«C'est plus de profitabilité, la possibilité de réajuster les prix et donc d'être plus compétitif», souligne Jean-Claude Combe, responsable informatique, qualité et environnement. Bricq a identifié les marges de manœuvre à chaque étape de la production. «On a supprimé des traitements que l'on faisait su-

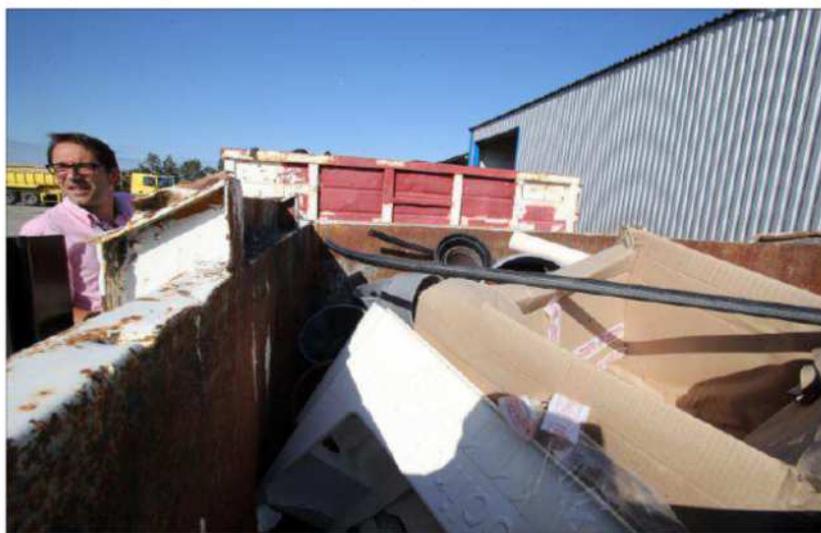
bir à des tissus, à base de produits chimiques mélangés à de l'eau. On s'est rendu compte qu'ils étaient aujourd'hui inutiles. Outre ces substances que l'on n'a plus besoin d'acheter et le temps gagné, on génère 30 m³ d'eau polluée en moins, que l'on devait payer pour évacuer», pointe Patrick Naboulet, directeur industriel, recherche et développement.

Plus de productivité

La réduction des déchets n'est pas incompatible avec l'augmentation de la productivité. Illustration avec des ajustements issus de l'observation quotidienne du travail des opérateurs. «On a augmenté les réserves de fils utilisées sur les machines à tisser : on change moins souvent la réserve, les chutes, inévitables à chaque changement, sont moins importantes et comme on arrête moins souvent la machine, la productivité augmente.» Au total, ce sont 2,4 tonnes de fils sauvées en une année, soit 15 000 € d'économies. Ces rebuts, qui auparavant partaient à la déchèterie, sont désormais triés selon leur qualité et recy-

clés, tout comme le carton, qui part chez Aproval, et les palettes de bois, qui font le bonheur d'une entreprise de Charente-Maritime. «Certains payent pour qu'on les leur enlève, nous, on nous paie pour les enlever!», s'amuse Jean-Claude Combe. Pour réduire les volumes des déchets, Bricq a investi dans une presse d'occasion qui compresse le carton et le fil pour en faire des grosses balles de 650 kilos. Résultat, de deux enlèvements par an, l'entreprise n'en aura plus besoin que d'un tous les deux ans et aura amorti sa presse en un an. «Nous avons aussi engagé un travail avec nos fournisseurs et mis en place des systèmes de navettes pour qu'ils viennent récupérer leurs bobines de fils par exemple.»

Selon Jean-Marc Jugain, responsable du service développement des entreprises à la CCI de la Charente, ces actions concrètes sont à la fois «un outil de management interne et un argument commercial». Durant les ateliers, certains participants ont même fait des affaires : l'entreprise Bâcle de Barbezieux envisage de valoriser ses chutes de pierre chez SNG TP.



L'entreprise SNG TP (ici Emmanuel Etcheverria) a installé des bennes dans lesquelles les opérateurs trient les déchets. Photo Majid Bouzbit

Le chiffre 260 000 €

À elles quinze, les entreprises charentaises qui ont participé au projet «Pacte - 10 % de déchets en un an» ont évité 250 tonnes de déchets en une année, valorisé 110 autres tonnes et économisé 260 000 € ! Des chiffres impressionnants. Dans le détail, voici les économies de chaque entreprise : Avel 5 700 € d'économies, Bâcle 14 000 €, Câlin Malin 2 800 €, Chazelles 12 000 €, Cinq m.c. 42 200 €, Clif 3 000 €, Eb & ne 5 000 €, Grégoire 4 000 €, la SAC Lafaye Mammie Câline 5 000 €, Lapierre-Ody 8 000 €, le Relais de Barbezieux 4 000 €, Master Toiles 1 600 €, Snec groupe SN Balluteaud 55 540 €.

Des ambassadeurs découvrent l'économie de Nouvelle-Aquitaine

Les ambassadeurs de France à l'étranger étaient à Bordeaux vendredi. L'Azerbaïdjan confirme son intérêt pour la Charente.



Une délégation d'ambassadeurs de France à l'étranger sont venus étudier les opportunités économiques de la région.

Photo M.T.

Mila TA NINGA

Onze des cent douze ambassadeurs présents à la Conférence des ambassadeurs la semaine dernière à Paris se sont rendus à Bordeaux vendredi dernier. Une demande faite par Jean-Yves Le Drian, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, en charge du tourisme et du commerce extérieur. «*Il s'agit de montrer la disponibilité de notre réseau diplomatique à accompagner les territoires dans le développement économique*», souligne François Gauthier, le conseiller diplomatique auprès du préfet de région de Nouvelle-Aquitaine. Cette première visite a été l'occasion pour les ambassadeurs de découvrir le tissu économique de l'ensemble de la région Nouvelle-Aquitaine. Parmi la délégation bordelaise se trouvait Aurélie

Bouchez, l'ambassadrice française en Azerbaïdjan. Le pays a déjà des relations étroites avec la Charente. Notamment avec Cognac, jumelée avec la ville de Tovuz depuis 2015 et avec l'homme d'affaire azéri Javad Marandi, investisseur de l'hôtel 5 étoiles Chais Monnet, avenue Paul Firino Martell, pour un montant de 60 millions d'euros. Aurélie Bouchez confirme que les échanges continueront avec la Charente.

«Nous voudrions renforcer nos liens»

«Pour le moment ce sont des échanges de bonnes pratiques en matière viti-vinicole avec la ville de Cognac, mais nous voudrions renforcer nos liens avec le département. D'autres domaines sont encore à définir. Je crois qu'il y a surtout une absence de connais-

sances claires sur les potentiels d'affaires afin que nous puissions répercuter ce message aux acteurs économiques que nous avons sur place.»

Les échanges commerciaux de la Région avec les pays où la France est présente se concentreront vers des pays où l'économie régionale ne se tourne pas naturellement. Un accent sera mis sur les petites et moyennes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire intéressées par une ouverture de leurs marchés à l'international. D'ores et déjà les ambassadeurs présents s'engagent à réfléchir, avec les services de la Région et de la Chambre de commerce internationale, aux moyens d'attirer ces entreprises dans des pays où les opportunités d'installation ou de développement commerciaux, culturels, touristiques ou éducatifs pourraient être plus adaptées.

Des Mob's 16 en folie

65 entreprises et une cinquantaine de mobylettes ont participé samedi au premier rallye Mob's 16. Une journée marquée par l'entraide, les déguisements et la bonne humeur.

Amandine COGNARD
a.cognard@charentelibre.fr

Des Mario, des Superman, des soleils... On a vu de sacrés personnages traverser la Charente à toute berzingue sur leurs mobylettes, samedi, pour le plus grand plaisir des passants et des curieux venus les applaudir. «On a eu un super accueil des gens sur le bord des routes et tous les participants sont ravis», se réjouissait samedi soir Aurélie Mathieux, vice-présidente de l'association Développement réseau, qui organisait cette première édition du rallye inter'entreprises Mob's 16.

«L'image qui m'a le plus marquée, c'est celle d'un des équipiers de Temporis qui avait la mob la plus pourrie et qui pédalait durement dans une montée, décrite. L'un de ses coéquipiers a pris de l'élan et l'a poussé dans le dos pour l'aider à avancer. C'est vraiment ça l'esprit Mob's 16, de la bonne humeur et de l'entraide».

«On s'arrête, on dépanne les autres»

Plus de la moitié des cinquante mob's engagées ont dû être réparées en cours de route ou hissées sur la dépanneuse d'Inter dépannage Soyaux, dont l'équipe participait à l'événement déguisée en Mario, mais «c'est ce qui fait aussi la beauté de la journée. On



Capes, tee-shirts d'équipes, toutes les équipes se sont déguisées. Photo Quentin Petit

s'arrête, on dépanne les autres...», apprécie Julien Bernard, de l'agence de communication Centaure, à La Rochefoucauld. «Et puis se déplacer comme ça en horde, découvrir des petits villages, le superbe château de Bouteville, c'était top». «Griller autant de feux et de stops, à fond, avec l'aval des gendarmes qui nous escortaient, le pied», ajoute Charly, le patron des salons de coiffure éponymes, inscrit dans l'équipage des «Supermob's». Les dix motards de la gendarmerie ont d'ailleurs eu le droit à leur standing ovation à la fin de la

journée, pour le «super boulot accompli».

Comme tous les participants, les militaires ont assuré être prêts à reprendre du service l'année prochaine pour une deuxième édition. «Qui se passera sans doute dans le Sud Charente cette fois», confie l'organisatrice. «On sera au rendez-vous», assure Caroline Fleury, la patronne de Feeling spa à l'Isle d'Espagnac venue avec toute son équipe de pin-ups rockeuses. «C'est une bonne manière de faire un peu de com'sur le territoire tout en joignant l'utile à l'agréable».

”

Griller autant de feux et de stops avec l'aval des gendarmes, le pied!

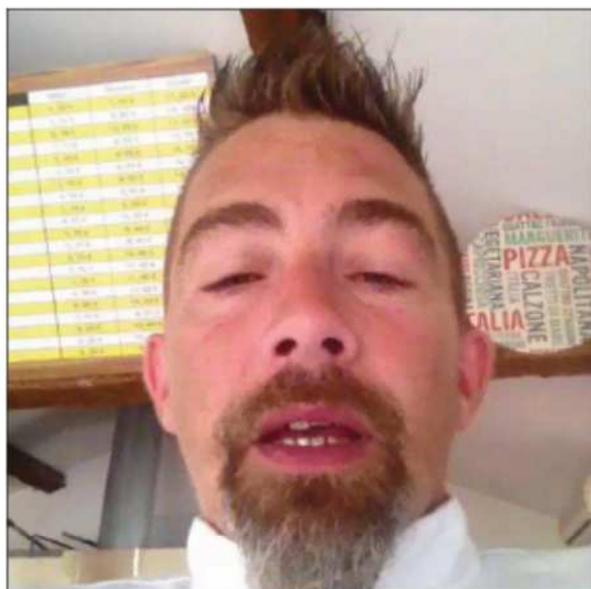


La team des Superman juste après le pont de Bourg-Charente.



Presque allongés sur le guidon, les bikers de mob' ont joué le jeu à fond.

L'appel à l'aide du pizzaiolo de Cognac



Sébastien Brochet lance un appel à l'aide sur Facebook.

Photo CL

28.000 vues en 24 heures. Un peu plus de 1.000 partages sur Facebook. La vidéo postée, ce week-end, par Sébastien Brochet est vite devenue virale. Le pizzaiolo de Cognac, patron d'Aux Délices du Coyotte, rue Henri-Fichon, y lance un cri de détresse. «*Je suis révolté par tout ce qui m'arrive*», explique-t-il, visiblement ému, dans cette séquence de six minutes. L'artisan de 38 ans a installé sa pizzeria dans un bâtiment cognçais qu'il avait acquis pour faire du logement. «*25.000 euros d'investissement*», précise-t-il, en montrant son four à bois. «*Au bout de six mois, un voisin a porté plainte à cause des fumées.*» Police municipale et mairie se sont déplacées sur place. Résultat: «*J'ai investi 2.000 euros dans un filtre pour éviter d'embêter mes voisins.*» Sauf qu'il y a encore eu une nouvelle plainte. Et que cette fois, la mairie lui demande de fermer son établissement à compter du 1^{er} octobre... à moins de trouver une solution. Sébastien Brochet s'est renseigné. Cette solution, elle pourrait passer par

l'acquisition d'un caisson en inox. Selon les devis qu'il a demandés, il faut compter environ 7.000 euros. «*Mais à force de faire, je n'ai plus les moyens*», déplore-t-il, envoyant un appel à l'aide aux élus, au Département... «*Je le fais pour ma clientèle, ma famille, les gens qui comptent sur moi*», assure-t-il. Il a mis en place une cagnotte en ligne. 962 euros avaient déjà été récoltés, hier soir. «*J'étais loin d'imaginer que ça allait être autant partagé*», confiait-il un peu plus tôt dans l'après-midi, assurant avoir reçu, dès samedi soir, la visite d'un élu. «*Ça prend des proportions dingues. Je suis contacté par plein de personnes.*» Michel Gourinchas, le maire, en a évidemment eu vent. «*Je n'ai pas le courrier sous la main ce dimanche*, répond l'élu, qui prévoit de se plonger dans le dossier ce lundi. *Mais c'est une affaire qui dure depuis un moment et pour laquelle la Ville a sollicité l'Agence régionale de santé. Il s'agit d'une question de mise aux normes des installations.*»

■ Tous les spectacles ont fait le plein ce week-end à Cognac ■ 25.000 à 30.000 personnes ont participé à cette 24^e édition ■ Réjouissante pour le directeur.

Coup de Chauffe a régalé

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

Il s'agissait de faire que les spectateurs prennent leur temps. Le pari des organisateurs de Coup de Chauffe est réussi. Ce week-end, les festivaliers ont pu se laisser porter tranquillement dans le jardin public. Se délectant, tout au long de l'après-midi, samedi, du périple de la Transumante. L'équipe de Johann Le Guillerm a été suivie par des centaines de personnes entre la mairie et le boulevard Denfert-Rochereau.

»

C'est compliqué de satisfaire tout le monde et je n'ai pas la recette pour ça.

Un ballet impressionnant. C'était l'un des points d'orgue de la programmation. Une édition satisfaisante en termes de fréquentation. «Les jauges des spectacles étaient pleines et même plus que pleines», se réjouit Stéphane Jouan, qui estime ainsi que 25.000 ou 30.000 personnes ont participé au festival. «On est sur



Des dizaines de tables ont été dressées hier dans la rue d'Angoulême. Quelque 250 personnes ont participé au banquet «Pasta i basta» servi par la compagnie A l'envers.

Photos Christophe Barraud

les mêmes bases que les années précédentes. Même si c'est assez difficile de savoir.» Parmi les succès: «Le rêve d'Erica», «Fleur» ou la déambulation, samedi soir en ville. À la 4L

infernale, la queue n'a pas non plus, désemploi. On peut regretter que le périmètre ait été restreint. «Il y a moins de spectacles en ville», ont déploré des habitués. Mais le jardin public a vraiment vibré. «Il y a eu une belle énergie samedi», observe le directeur de l'Avant-Scène. Les familles ont pris le temps de se promener sur le site, entre les jeux en bois, le carrousel marin et les spectacles. «On pensait n'y passer que quelques heures. Finalement, on est resté la journée», souriaient, ainsi, en soirée, Stéphane et Lætitia, venus de Saint-Yrieix-sur-Charente.

«Un projet très drôles»

Cette belle énergie, on l'a retrouvée hier midi, dans la rue d'Angoulême, autour des tables dressées pour le banquet de «Pasta i basta». Un repas qui a régalé plus de 250 personnes. Les pâtes avaient été concoctées la veille par douze bénévoles cognacais.

«J'ai trouvé le projet très drôle», raconte David Parola, professeur à Saint-Joseph, qui s'est retrouvé embarqué dans l'aventure. Hier, il était chargé d'installer les tables bien droites. «Il y a une osmose qui s'est créée dans le groupe. On a fait des découvertes et des rencontres géniales.»

Même discours à table: «On est venu pour rencontrer du monde, discuter avec les voisins.» Des voisins de Saintes, d'Angoulême ou des Deux-Sèvres. Et à table, pas de frontière. Tout le monde s'est mélangé. Partageant fromage râpé et pesto maison. «C'est ça notre spectacle, un dispositif de rencontres. On travaille sur l'art relationnel», expliquent Benoît Gasnier et Guénolé Jézéquel, de la compagnie A l'envers. Ravis pour la plupart, certains convives ont toutefois exprimé quelques regrets sur la programmation. «On n'a pas assez ri», estimait cette Cognacaise, qui n'a pas manqué une année. «Je n'ai pas trouvé beaucoup de choses

Encore une bière, s'il vous plaît

C'était la dernière de l'été... avant la rentrée. Un demi de la Brasserie des Gabariers, servie bien fraîche, à 18 heures, au bar de Coup de Chauffe, dans un jardin public grouillant encore de festivaliers. Au gré de paroles échangées, ce morceau de musique balancé par les enceintes est venu taper à mes oreilles. Un titre de Caro Emerald, l'artiste hollandaise, qui, tout début juillet, a bouclé avec talent la 25^e édition de Blues Passions. Un sourire nostalgique, un coup d'œil dans le rétro et une réflexion: il est passé à vitesse grand V, cet été! J'ai l'impression que c'était avant-hier, toute cette agitation pour savoir si Santana allait jouer ou non à cause de l'orage. J'ai l'impression que c'était hier, le sauvetage par Le Prince Miaou de la dernière soirée de la Fête du cognac. Et l'impression qu'il y a quelques heures, on se faisait tous tatouer à l'Espace 3000. Avec tous ces événements, on finit par ne plus voir passer le temps. On a dix mois devant nous pour le prendre.

J.P.

Le chiffre

30 kilos de pâtes ont été préparés, samedi soir,

par la compagnie A l'envers et ses douze bénévoles cognacais pour le banquet dressé hier, rue d'Angoulême. Les tagliatelles ont été servies à près de 250 personnes.



La Transumante a prouvé qu'elle était tout-terrain, samedi. Partie de la mairie, elle a emprunté des chemins improbables dans le jardin public, avant d'arriver sur le boulevard Denfert-Rochereau.

accessibles aux jeunes enfants», déplorait aussi Céline, de Salles-d'Angles. «Ça manque d'acrobates, de jongleurs et de clowns», observait encore Anne, qui a, en revanche, été séduite par «Silence encombrant».

«On n'a pas la volonté d'exclure ou de faire de l'hermétisme», répond Stéphane Jouan. C'est compliqué de satisfaire tout le monde et je n'ai pas la recette pour ça. On construit notre programme autour des contraintes, sécuritaires notamment, et avec l'évolution des arts de la rue.» Depuis bientôt 25 ans. En 2019, ce sera une date anniversaire. Rien de posé pour le moment. «On fera en fonction de l'inspiration.»

Coup de Chauffe en images



Dans le rêve d'Erica

C'était la plus circassienne des propositions de cette 24^e édition. Hier après-midi, dans un théâtre de la nature baigné de soleil, Bivouac Compagnie a transporté un public nombreux dans le rêve d'Erica. Un univers fantastique et poétique, mêlant prouesses acrobatiques, danse classique et chant. Les spectateurs ont eu chaud... mais ils ont adoré.



En apothéose

Ils ont bouclé la programmation, hier, sur la place François-1^{er}. Les danseurs de la compagnie Dyptik ont captivé le public, massé au plus près de leur structure métallique. À la fois prison et terrain de jeu.

Photos Christophe Barraud

Absolument déjanté

Complètement barré, le spectacle «Fleur», donné samedi et hier dans le théâtre de la nature. Les deux séances ont réuni pas moins de 4.000 personnes. Un vrai succès! Fred Tousch et sa compagnie Le Nom du Titre ont présenté une fable initiatique. L'histoire du Soleil qui fait naître une fleur, dont la volonté est de devenir... shampoing. Pour ne pas servir à rien. «Je veux bien être futile, mais à quelque chose ou à quelqu'un.» Avec des chansons et des séquences surréalistes, les artistes ont conquis les petits et, sans nul doute, fait passer quelques messages dans la tête des plus grands.



Détricotage

L'installation était prête depuis la veille sur la place d'Armes. Samedi soir, il s'est agi de la détruire... ou plutôt de la déconstruire. Plusieurs dizaines de spectateurs ont rembobiné les fils de la compagnie Galmae. Un petit moment de rêverie qui s'est conclu par un feu de joie.



Une déambulation envoûtante

Elle a été victime de son succès, la compagnie Artonik avec sa déambulation, baptisée «Sangkhumtha Hope». Une ode sur le thème de l'eau et du changement climatique, aux accents asiatiques. Des centaines de personnes se sont rassemblées pour prendre le départ à 21h45, place François-1^{er}. Mais des dizaines d'autres n'ont rien pu voir et ont été condamnées à la suivre de loin. Tout ce petit monde s'est ensuite retrouvé à 23 heures, pour le bal donné dans le Jardin public.

Délicieux petit-dej'

C'était un moment à déguster. Autour du café: des tartines de Proust, de Camus, de Barbara... Des anecdotes de réveil, des rêves incroyables et des tranches de rires. A la table de la compagnie Dérézo, samedi et hier matin, on a parlé lecture du journal, aussi. «Chez nous, c'est Ouest-France. C'est quoi chez vous?» Charente Libre, a répondu le public. Merci!



Les associations à l'école de la communication

Samedi, la municipalité organisait ses 3^{es} rencontres interassociatives sur le thème de la communication. Bien utiliser la presse locale, les réseaux sociaux, concevoir une affiche ou un flyer, ont été les sujets sur lesquels les associations étaient invitées à réfléchir.

Pour apporter leur regard de professionnels et animer le débat, Christelle Gombaudo, adjointe en charge de la vie associative, avait invité Julie Koch, journaliste à *CL*, Erica Walter, journaliste radio à *RCF* et Sonia Brault de l'Atelier graphique du Cognaçais. Pour lancer les travaux, Christelle Gombaudo a évoqué ces 10 dernières années, passées à «aider les associations à se connaître et se faire connaître», sujet du jour.

Place ensuite à un débat de trois heures sous forme de questions-réponses, afin de permettre aux participants de mieux gérer la communication de leur association, savoir à qui s'adresser pour informer le public, apprendre à rendre un prospectus plus efficace, comment bien communiquer avec la presse, bien utiliser les réseaux sociaux, etc.

En introduction, Pierre-Yves Briand, maire, a exprimé «sa satisfaction d'accueillir la quasi-totalité des associations de la commune, soulignant que le bénévolat a encore de beaux jours devant lui. Tissu associatif indispensable au lien social, leur action est remarquable, grâce au dévouement des bénévoles». L'occasion aussi pour l'élu de mentionner l'apport de la municipalité, notamment l'aide des services techniques, ou la mise à disposition de la salle Sainte-Thérèse, en cours de rénovation, et bien sûr les subventions communales, «examinées une par une».



Christelle Gombaudo à la tribune. Photo CL

Après cette matinée de réflexion intense, heureux d'avoir progressé dans la gestion de leur association, les bénévoles se sont retrouvés autour d'un buffet pour clore cette session.

■ DON DE SANG

Collecte ce matin à Châteaubernard. L'amicale des donneurs de sang du Cognaçais organise une collecte de sang ce matin de 8h30 et 12 h, à la salle Jean-Tardif à Châteaubernard. Les donneurs fidèles et nouveaux sont invités à venir nombreux, une collation sera servie à l'issue du don.

**MÉRIGNAC
PESSAC
CHÂTEAUBERNARD**

M. et M^{me} Franck et Alizée CARAÏBE
BRACHET, son fils et sa belle-fille ;
Chantal, Patrick, Bruno, Viviane,
ses frères et sœurs,
leurs conjoints et leurs enfants,
ont la douleur de vous faire part
du décès de

M^{me} Maryse BRACHET,

survenu à l'âge de 67 ans.

Sa crémation aura lieu
le mercredi 5 septembre 2018,
à 16 h 15, à Montussan.

La famille remercie par avance
toutes les personnes
qui prendront part à sa peine
en cette douloureuse circonstance.

*PF Jeanneau, chambre funéraire
Sauveterre-de-Guyenne, tél. 0556.71.94.40.*

Prélèvera? Prélèvera pas? Cafouillage à la source

Le prélèvement à la source en France verra-t-il le jour en janvier 2019 comme prévu? Le doute s'installe après une série d'informations contradictoires ces derniers jours, évoquant ici des barrières psychologiques, là des erreurs lors de tests, au moment où l'Élysée semble hésiter.

«Le dispositif technique fonctionne, il est prêt!», a assuré samedi soir sur Twitter Gérard Darmanin, le ministre des Comptes publics, chargé de la mise en œuvre de cette réforme. Une déclaration intervenue après un article du *Parisien* qui affirme avoir consulté une note confidentielle du fisc. Selon le quotidien, elle révèle que la phase d'essai du prélèvement à la source, testé auprès de certaines entreprises, s'est soldée par des centaines de milliers d'erreurs (lire ci-dessous). «La phase de tests [...] a permis d'identifier des erreurs et de les corriger [c'est son rôle!]», a répliqué Gérard Darmanin, précisant que «les erreurs identifiées concernent moins de 1% des contribuables, elles ont été depuis résolues».

«Rien ne justifierait de repousser» mais... prudence

Mais du côté des autres membres du gouvernement, c'est surtout la prudence qui dominait hier au moment d'évoquer ce dossier qui menace d'ajouter un nouveau couac à la rentrée déjà mouvementée de l'exécutif. Interrogé sur BFMTV, le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire a estimé que «rien ne justifierait de repousser» l'entrée en vigueur de la mesure, à condition toutefois que «toutes les garanties techniques [puissent] être apportées à 100% par le ministre des Comptes publics et son administration». Bruno Le Maire a par ailleurs évité à plusieurs reprises de dire si le dispositif pourrait être lancé comme prévu en janvier. Même son de cloche de la part du porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux: il a déclaré

■ Plus rien n'est clair autour du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu ■ Alors que la réforme est censée entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2019, la phase d'essai révèle de grosses anomalies ■ Tout fonctionne, rétorque Bercy.



«Le dispositif technique fonctionne, il est prêt!», assure et rassure Gérard Darmanin, le ministre des Comptes publics. Photo AFP

que la mesure serait mise en œuvre en janvier 2019 «si nous avons techniquement toutes les assurances pour les Français», se gardant bien de dire si tel est le cas aujourd'hui ou non.

Une réunion entre Emmanuel Macron et Gérard Darmanin est programmée demain à l'Élysée sur la question. Samedi, ce dernier avait laissé entendre que les débats au sein de l'exécutif portaient sur les conséquences psychologiques de la réforme: «Est-ce que techniquement on est prêt? Oui on est prêt. Est-ce que psychologiquement les Français sont prêts? C'est une question à laquelle collectivement nous devons répondre», avait-il expliqué. L'ancien secrétaire d'État en charge du Budget Christian Eckert juge, lui, que les hésitations de l'exécutif sont de nature politique.

«**Toute cette histoire n'est donc qu'une affaire politique.**»

«Il y aurait maintenant des problèmes techniques? Je n'y crois pas une seconde [...] Sinon la DGFIP [direction générale des finances publiques, NDLR] aurait, depuis longtemps, alerté sur d'éventuelles difficultés. Toute cette histoire n'est donc qu'une affaire politique», estime l'ancien ministre de François Hollande dans une interview publiée samedi par *Libération*.

La phase de tests entachée par des centaines de milliers d'erreurs

La phase d'essai du prélèvement à la source, testé auprès de certaines entreprises en vue de son entrée en vigueur théoriquement prévue début 2019, s'est soldée par des centaines de milliers d'erreurs, affirmait samedi *Le Parisien*, citant une note du fisc. Selon le site internet du quotidien, la direction générale des finances publiques (DGFIP) a fait parvenir en juillet une note au ministère de l'Économie, évoquant un nombre extrêmement irrégulier d'erreurs d'un mois à l'autre: elles auraient été inexis-

tantes en janvier, avant de culminer à plus de 300.000 le mois suivant. Il n'y a «a priori pas moyen de se prémunir» de certaines de ces erreurs, prévient la note.

Angles morts

La mise en place de la réforme, engagée sous le quinquennat de François Hollande et déjà reportée une fois d'un an, a suscité la préoccupation de chefs d'entreprise et de syndicats, qui s'inquiètent de possibles failles ou angles morts. Le président de la Républi-

que, Emmanuel Macron, a laissé la semaine passée la porte ouverte à un abandon et, samedi, le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, a admis qu'un «arrêt» n'était pas exclu, tout en renvoyant à des considérations psychologiques et non techniques. À l'inverse, la note citée par *Le Parisien* fait bien état de deux anomalies techniques récurrentes: le prélèvement à de multiples reprises de l'impôt auprès d'une même personne ainsi que le prélèvement par erreur à un homonyme. Si la note ne porte que sur

Avec la réforme du prélèvement à la source, engagée sous le quinquennat de François Hollande et déjà reportée une fois d'un an, l'impôt doit être collecté directement sur les salaires ou les pensions, et non plus acquitté un an après comme actuellement. Sa mise en œuvre a suscité la préoccupation de chefs d'entreprise et de syndicats, qui s'inquiètent de possibles failles ou angles morts. «Personne n'est fichu de dire à 100% si cela va fonctionner normalement», a déclaré Olivier Vadebout, secrétaire général CGT Finances Publiques. Selon lui, «la question informatique c'est le plus gros problème depuis le début. Le prélèvement à la source, ce sont plusieurs systèmes d'information qui doivent coexister, vu la taille, il va forcément y avoir des bugs», prédit-il.



des tests menés jusqu'à juin, *Le Parisien* affirme disposer d'informations selon lesquelles les erreurs ont de nouveau explosé en juillet et août. Le quotidien cite des sources internes à Bercy, selon lesquelles les erreurs sont le fait des employeurs parmi les-

60%
des Français
favorables

60 % des Français sont favorables au prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu contre 39 % qui s'y déclarent hostiles, selon un sondage Ifop pour le *Journal du Dimanche*. A la question «souhaitez-vous que le gouvernement mette en place le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu à partir du 1^{er} janvier 2019?», 60% des sondés disent oui (32 % oui tout à fait, 28 % oui plutôt) contre 39 % qui y sont opposés (14 % non plutôt pas, 25 % pas du tout) et 1 % ne se prononcent pas. Les plus favorables sont les proches de La République en marche (75 %), suivis des socialistes (62 %). Les Républicains sont les plus hostiles (50 %). Les personnes les plus favorables sont celles qui sont assujetties à l'impôt sur le revenu (66 %).

«Tout vérifier avant d'appuyer sur le bouton»

Muriel Pénicaud, ministre du Travail, a assuré hier que le président de la République allait «tout vérifier» avant «d'appuyer sur le bouton» du prélèvement de l'impôt à la source, notamment que les Français aient «bien compris» cette réforme. «Il y a un check up pour vérifier que tout est en ligne, et le président de la République a demandé effectivement de vérifier que tout va fonctionner bien et est bien compris par les Français», a-t-elle affirmé lors de l'émission «Le Grand Jury» RTL/Le Figaro/LCI alors qu'une note publiée hier par *Le Parisien* fait état de défaillances informatiques (lire par ailleurs). «Il faut être sûr que les Français ont compris, que cela a l'air d'être moins sur la feuille de paie mais en fait, vous n'avez pas votre prélèvement qui arrive, donc vous n'avez pas perdu un centime», a-t-elle détaillé. La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a elle aussi estimé sur LCI qu'il était «normal dans une réforme de grande envergure de vérifier que tous les voyants sont au vert».

quels, en premier lieu, l'État et les organismes publics. Interrogé par le quotidien, Bruno Parent, à la tête de la DGFIP, a minimisé la proportion d'erreurs, la qualifiant d'«épisodique» et jugeant «absurde» l'idée qu'elles soient irréparables. Photo AFP

Un remaniement à suspense

Cohn-Bendit ne remplacera pas Hulot au gouvernement. Macron cherche des solutions pour tenter de reprendre la main après la démission cinglante du ministre écologiste.

La quête d'un nouveau ministre de la Transition écologique se poursuivait hier après le retrait de Daniel Cohn-Bendit, qui a pris la décision de ne pas entrer au gouvernement d'«un commun accord» avec Emmanuel Macron. L'ex-eurodéputé a précisé, qu'après réflexion, il avait estimé que c'était «une fausse bonne idée». «On a pris la décision ensemble» avec le chef de l'État, a-t-il ajouté sur LCI. Le Président «m'a dit: si tu es ministre, tu perds ta personnalité, tu n'as plus cette liberté, est-ce que tu veux cela? On est d'accord que c'est une fausse bonne idée».

Des pistes

Daniel Cohn-Bendit a suggéré au président les noms de Laurence Tubiana, directrice générale de la Fondation européenne du climat «qui est une femme qui a des réseaux au niveau international» et de Pascal Canfin, président du WWF France, «qui a été ministre, député européen, qui a des réseaux européens» et «qui est surtout un grand spécialiste de la fiscalité écologique». Emmanuel Macron et Édouard Philippe mènent toujours des consultations sur le remaniement qui doit être annoncé d'ici à mardi, après la démission cinglante de Nicolas Hulot. Daniel Cohn-Bendit a également confié avoir eu «une longue discussion» samedi avec Emma-



Hier, Emmanuel Macron n'avait toujours pas trouvé la perle rare pour remplacer Nicolas Hulot. L'annonce du remaniement, dont on ne connaît pas l'ampleur, est prévue d'ici à demain soir.

Photo AFP

nuel Macron, qui n'avait toujours pas trouvé la perle rare. «Hier [samedi], il n'avait pas encore la solution. Il évoquait des pistes. Il parlait avec des gens». Concernant la démission de Nicolas Hulot, Daniel Cohn-Bendit a affirmé que l'ex-ministre l'avait appelé début août. «Il m'a dit: "J'hésite. C'est difficile. Avec Emmanuel Macron, j'arrive à m'entendre. Édouard Philippe pense différemment, je n'y arrive pas"», a raconté l'écologiste avant de préciser qu'Emmanuel Macron lui avait lancé une perche pour les futures

»
On est d'accord que c'est une fausse bonne idée.

élections européennes: «Nous avons besoin de toi pour les élections européennes», lui a dit le Président. Face à la «crise majeure» que traverse l'Europe, «on va voir maintenant comment on va travailler ensemble», a ajouté Daniel Cohn-Bendit. Interrogé pour savoir s'il se voyait tête de liste pour ces élections, il a répondu: «Je n'exclus rien», soulignant toutefois qu'il avait 73 ans et plusieurs mandats européens derrière lui. Du côté de l'exécutif, le week-end a été studieux. Pourtant, outre le casse-tête du remaniement, il doit rapidement décider s'il donne ou non son feu vert au prélèvement à la source de l'impôt à partir de janvier 2019 (page précédente). Demain devrait être une journée clé avec l'annonce attendue du remaniement (à plusieurs têtes?) et une réunion prévue à

l'Élysée sur le prélèvement à la source avec le Premier ministre Édouard Philippe et Gérard Darmanin, le ministre de l'Action et des Comptes publics. Parmi les autres candidats potentiels à la succession de Nicolas Hulot figurent la députée de la majorité Barbara Pompili, le secrétaire d'État à la Transition écologique Sébastien Lecornu, l'ex-ministre de Nicolas Sarkozy Chantal Jouanno ou le président de l'Assemblée nationale François de Rugy. Aucune indication n'a été donnée par l'Élysée sur un remaniement plus large du gouvernement, qui se réunira mercredi en séminaire de rentrée. En attendant, Emmanuel Macron débutera la semaine en s'immergeant aujourd'hui toute la journée dans un collège de Laval pour vivre la rentrée scolaire, qui s'est jusqu'à présent préparée dans le calme. Dans les prochains jours, il est également attendu sur un autre front délicat pour lui, celui de l'Europe. Il se rendra jeudi au Luxembourg pour une rencontre avec les dirigeants du Benelux. Vendredi, le chef de l'État retrouvera Angela Merkel pour fixer le cap du couple franco-allemand avant les rendez-vous européens de l'automne.

Le chiffre 12,4 M

Quelque 12,4 millions d'écoliers, collégiens et lycéens français reprennent aujourd'hui le chemin de l'école, pour une rentrée marquée par la poursuite des dédoublements de classes dans les quartiers défavorisés, la mise en place de nouveaux tests d'évaluation ou encore l'interdiction du portable au collège (Photo AFP).



Vendredi, 881.000 enseignants ont déjà effectué leur «prérentrée» dans leur établissement, avec remise des emplois du temps, des listes de classes et réunions d'équipes. Pour cette rentrée, le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer entend poursuivre et «consolider» les mesures mises en œuvre l'an dernier. Ainsi, la plupart des écoles se sont emparées de la possibilité de revenir à la semaine de quatre jours d'école: 85% des communes, représentant un peu plus de 80% des élèves, selon les chiffres du ministre.

FRAIS BANCAIRES

Le gouvernement demande aux banques des engagements

Le gouvernement présente aujourd'hui aux banques françaises les engagements qu'il attend d'elles pour une meilleure maîtrise des frais d'incident bancaire appliqués aux publics fragiles, a annoncé hier le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire sur BFMTV. «Je souhaite que nous parvenions à un plafonnement des frais bancaires à 200 euros par an maximum pour les personnes les plus fragiles, celles qui bénéficient de ce qu'on appelle l'offre spécifique», a déclaré le ministre. Créée en 2014, cette offre doit être proposée par toutes les banques aux personnes en situation de fragilité financière. Elle prévoit un ensemble de services bancaires de base (tenue de compte bancaire, carte de paiement et de retrait, possibilité d'effectuer des virements et des prélèvements) au coût modéré de 3 euros maximum par mois.

ENVIRONNEMENT

Appel pour un «bonus» bio pour les cantines

Audrey Pulvar et 26 autres personnalités plaident pour la création d'un «bonus» visant à soutenir l'essor de l'alimentation bio et locale dans les cantines des écoles et des hôpitaux, dans une tribune parue dans le Journal du Dimanche. Les signataires demandent le versement pendant trois ans par les pouvoirs publics de ce bonus cantine bio et locale «aux structures souhaitant changer de pratiques». Ce bonus est estimé à 164 millions d'euros par an rien que pour le secteur scolaire.

Pour les Français, l'écologie doit rester une priorité du gouvernement

Les Français souhaitent massivement que l'écologie et la protection de l'environnement constituent une priorité pour le gouvernement, selon un sondage Ifop réalisé par téléphone du 31 août au 1^{er} septembre pour le Journal du Dimanche. Réalisé après la démission de Nicolas Hulot, l'ex-ministre de la Transition écologique, 78% des

personnes interrogées souhaitent que l'écologie et la protection de l'environnement constituent une priorité dans l'action du gouvernement. 86% des sondés proches du Parti socialiste et 84% des sympathisants de La République en marche y sont favorables. À l'inverse, 21% des Français y sont opposés et 1% ne se prononce pas.

Patrimoine: Bern lance son loto après avoir cassé l'édifice Macron

Piloté par Stéphane Bern, très remonté contre le gouvernement, le grand loto pour restaurer des monuments historiques en péril est lancé aujourd'hui. Des millions sont attendus par la FDJ.

L'animateur Stéphane Bern (Photo AFP) a menacé vendredi de quitter la mission sur le patrimoine que lui a confiée Emmanuel Macron s'il estimait finalement n'être qu'un «cache-misère» ou un «pantin», mettant directement en cause le ministre de la Cohésion des territoires Jacques Mézard. Il comparait notamment les investissements pour le Grand Paris, estimés à près de 500 millions d'euros, avec les 15 à 20 millions que doit recueillir son «loto du patrimoine» lancé aujourd'hui. La sauvegarde du patrimoine ne se résume pas à la mission de Stéphane Bern, a estimé Jacques Mézard samedi. «Je comprends parfaitement que Stéphane Bern considère que lui, pour sa mission, n'a

pas suffisamment de moyens [...], mais il n'y a pas que ces 15 à 20 millions qui sont dirigés sur le patrimoine», par l'État, a-t-il répondu sur la chaîne BFMTV. En attendant, le grand loto du patrimoine piloté par Stéphane Bern est lancé aujourd'hui.

Trois euros la grille

Les tickets seront en vente dès ce matin. L'objectif est de susciter une grande mobilisation populaire autour d'une loterie et d'un jeu de grattage, pour financer la rénovation de monuments. Au total, 270 sites ont été sélectionnés, dont 18 monuments en péril «emblématiques» qui seront aidés en priorité grâce aux futures recettes

de ce loto, soit un par région métropolitaine et cinq pour les Outre-mer, représentant les différentes facettes du patrimoine. Parmi eux, la maison de l'écrivain voyageur Pierre Loti à Rochefort (Charente-Maritime), dont les portes restent closes depuis cinq ans dans l'attente d'un très onéreux chantier de rénovation, l'ancien fort militaire de Fort-Cigogne dans l'archipel des Glénan (Finistère), la villa Viardot à Bougival (Yvelines), rachetée en 1874 par l'écrivain russe Ivan Tourgueniev, ou encore la maison d'Aimé Césaire à Fort-de-France (Martinique). Le tirage spécial du Super Loto «Mission patrimoine», qui sera répété chaque année selon Emmanuel Macron, aura lieu le



14 septembre, veille du week-end des Journées du patrimoine. Il sera doté d'un jackpot de 13 millions d'euros, équivalent à celui d'un tirage exceptionnel du vendredi 13. Les grilles, dont la validation commence aujourd'hui coûtent 3 euros. Le jeu à gratter «Mission patrimoine», également disponible à partir d'aujourd'hui, sera doté d'un gain maximum d'1,5 million d'euros, un montant inédit pour ce type de jeu. La Française des Jeux attend de cette grande opération des gains «exceptionnels» de 15 à 20 millions d'euros.



Jour	Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
Mardi	14° / 28°	14° / 29°	12° / 28°	12° / 28°
Mercredi	15° / 27°	15° / 28°	13° / 28°	13° / 28°
Judi	14° / 24°	15° / 26°	13° / 25°	13° / 24°
Vendredi	12° / 23°	12° / 25°	10° / 25°	10° / 23°
Samedi	11° / 25°	11° / 26°	9° / 26°	10° / 25°
Dimanche	13° / 27°	12° / 28°	11° / 28°	11° / 27°

Rentrée des classes : tout ce qui va changer

ÉDUCATION Retour en classe aujourd'hui pour 12 millions d'écoliers. CP, évaluation, rythmes scolaires : pour cette rentrée, le ministre veut approfondir les réformes lancées l'an dernier

JULIEN ROUSSET
j.rousset@sudouest.fr

« La rentrée est un moment heureux », a rappelé le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, mercredi, avant de présenter aux journalistes les orientations de cette nouvelle saison scolaire, dans une salle de presse, rue de Grenelle à Paris, bondée. Comme souvent, il avait choisi une rhétorique positive. Pendant 40 minutes d'une présentation au cordeau, synthétique, directe, à la Juppé, le mot « confiance » est revenu plusieurs fois, le mot « optimisme » aussi.

Sur le fond, pas de grandes nouveautés, mais un approfondissement des réformes amorcées dès son arrivée au ministère, en juin 2017. Une priorité : l'école primaire, « pour lutter contre l'échec scolaire ». « Beaucoup de choses se jouent dans les quatre premiers mois du CP », a-t-il estimé.

1 Davantage de classes dédoublées en CP et CE1

Un prof pour 12 élèves : la réduction des effectifs dans les classes des quartiers défavorisés, CP et CE1, se poursuit. Il s'agit, aux yeux de Jean-Michel Blanquer, de « la mesure la plus importante qui soit en matière de justice sociale ». 200 000 élèves seront concernés à partir d'aujourd'hui. 300 000 l'an prochain, selon les prévisions du ministère.

Sur le fond, chacun salue ce dispositif. Son application, en revanche, n'est pas toujours simple. Dans certaines écoles, les locaux manquent. Autre inquiétude pour Raymond Artis, président de la FCFE : « Nous craignons que les postes mobilisés pour cette mesure soient retirés à des écoles en milieu rural, ou aux effectifs de professeurs remplaçants. Nous verrons cette semaine sur le terrain. »

2 Raz-de-marée de la semaine de quatre jours

Pour cette rentrée, 80 % des écoliers renoueront avec la semaine de quatre jours. Finie, l'école le mercredi matin. Le ministre avait, quelques jours après son entrée en fonction, signé un décret accordant aux communes la possibilité d'abandonner les « quatre jours et demi » instaurés par Vincent Peillon en 2013. « Quand je suis arrivé, j'ai trouvé une hétérogénéité incroyable de situations », a précisé mercredi Jean-Michel Blanquer, interrogé sur ce retour aux quatre jours que déplorent à la fois les chronobiologistes et les organisations de parents d'élèves. « Du point de vue de la pédagogie, ce n'est

pas satisfaisant », note Gérard Pomier de la PEEP (1). « C'est une anomalie en Europe ! regrette Raymond Artis (FCFE). Nous avons les journées les plus chargées, et le plus faible nombre de jours d'écoles, 162, contre 183 en moyenne dans les autres pays. Jean-Michel Blanquer avait promis une concertation sur le temps scolaire dans son ensemble, sur les vacances notamment. Nous attendons toujours. Nous, FCFE, sommes favorables à une réduction des vacances d'été. »

3 Évaluation renforcée : attention, terrain miné

Des évaluations avaient été introduites l'an passé à l'entrée du CP et de la classe de sixième. Des tests en CE1 et en seconde s'ajoutent cette année. « Les évaluations sont un levier incontournable pour progresser dans l'acquisition des savoirs fondamentaux. Il faut évaluer tôt, en CP et CE1, pour agir plus vite, plutôt que de procrastiner et d'attendre le collège ou le lycée pour proposer des réponses », a indiqué le ministre.

200 000 élèves sont concernés par la réduction des effectifs dans les classes

faut évaluer tôt, en CP et CE1, pour agir plus vite, plutôt que de procrastiner et d'attendre le collège ou le lycée pour proposer des réponses, a indiqué le ministre. Nous devons faire en sorte que tout ce qui doit être acquis en primaire le soit. Les syndicats sont réticents. Ils redoutent que, dans la rude bataille de la réputation, ces évaluations ne fragilisent encore plus les établissements en quartier difficile. Et s'interrogent sur les modalités mêmes de l'évaluation de « la réussite pédagogique ».

4 Une dictée tous les jours, le portable à l'arrêt

La loi a été promulguée le 3 août : le téléphone portable est désormais interdit dans les écoles et collèges, sauf pour usage pédagogique. Il devra être rangé et éteint. « C'est une initiative qui a été très commentée, cet été, dans la presse étrangère. Tout le monde est concerné », a observé Jean-Michel Blanquer. S'agissant des programmes, des « ajustements » ont été élaborés par le Conseil supérieur des programmes au printemps. Priorités : les quatre opérations de calcul dès le CP, et le recours quotidien à la dictée, que Najat Vallaud-Belkacem, du reste, préconisait déjà. « La dictée est un exercice salutaire et, contrairement à ce qu'on croit, varié. Il existe des twictées par exemple, a expliqué Jean-Michel Blanquer. On sait que les enjeux de la lecture et de l'écriture sont intimement liés »

(1) Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public.



Profs : vers une prime au mérite ?

À VENIR Chantier sensible : le ministre veut assouplir la gestion des ressources humaines

C'est peut-être le sujet le plus délicat de ces prochains mois : Jean-Michel Blanquer veut réformer le métier d'enseignant, à plusieurs niveaux. D'abord la formation. Une réflexion est en cours sur la refonte des écoles supérieures de professorat et d'éducation (ESPE), créés pour succéder aux IUFM il y a cinq ans seulement. Le moment du concours (licence, master) pourrait être différent selon qu'il est destiné aux professeurs du premier ou du second degré.

Autre chantier ouvert : le recrutement. Le ministre de l'Éducation veut développer le recrutement ciblé de professeurs, pour « dynamiser » leur carrière et donner « un peu d'air au système », explique-t-il dans un entretien paru jeudi dans l'« Obs ». Ce nouveau mécanisme pourrait concerner jusqu'à « 10 % » des recrutements. Des systèmes de ressources humaines « de proximité » seraient déployés au sein des établissements - à l'heure actuelle, les mutations et affectations des pro-

fesseurs sont régies selon un système de points et d'ancienneté. « Nous y sommes totalement opposés, sauf quand un poste exige une qualification très spécifique, comme cela arrive parfois en BTS. Ce type de recrutement, par le chef d'établissement et sur des postes à profil, aura deux conséquences : creuser les inégalités entre les établissements attractifs et les autres et accroître la pression managériale sur les personnels », estime Xavier Marand, secrétaire général adjoint du Syndicat national des enseignants de second degré (Snes), joint jeudi par « Sud Ouest ».

Jusqu'à 3 000 euros par an

Enfin, Jean-Michel Blanquer veut davantage de prise en compte du « mérite » dans la rémunération des professeurs. Les enseignants exerçant dans des quartiers très défavorisés (REP+) toucheront dès cette rentrée une première prime annuelle de 1 000 euros, avant une montée en puissance. Cette prime



Xavier Marand, secrétaire général adjoint du Snes, s'oppose au développement d'un recrutement ciblé de professeurs. PHOTO DR

pourrait aller jusqu'à 3 000 euros par an. Une part de cette somme pourrait être conditionnée aux bons résultats des équipes pédagogiques. Sur ce point aussi, Xavier Marand est sceptique : « Qui évaluerait ? Sur quels critères ? »

AU PRIMAIRE

Retour à la semaine
de 4 jours pour



des écoliers
(6,74 millions
d'élèves)



En CE1,
tests d'évaluation
de français et maths
fin septembre.

CP

Dédoublage
de classes
de REP



CE1
Dédoublage
de classes
de REP+ et
de REP (début)

Au total, 200 000 élèves
dans des classes de 12 élèves max.

AU COLLÈGE



Utiliser un téléphone portable
y est désormais interdit
sous peine de confiscation de l'appareil.

AU LYCÉE (classe de 2^{ème})

Mise en place de « tests
de positionnement »
en français et maths
fin septembre.



54 h
sur l'année
consacré
à l'orientation



Choix de 3
enseignements
de spécialité à la fin
de l'année 2018-2019**



*Réseau d'éducation prioritaire renforcé.

**séries S/ES/L, supprimées en 1^{ère} générale à la rentrée 2019.

VIACTU

La rentrée en chiffres

12,4 MILLIONS D'ÉLÈVES franchiront aujourd'hui les portes des écoles (6,74 millions), collèges (3,37 millions) et lycées (2,28 millions), auxquels s'ajoutent 270 000 apprentis.

881 400 ENSEIGNANTS dispenseront les cours dans les 62 250 écoles et établissements scolaires du public et du privé.

CLASSES DÉDOUBLÉES 3 200 CP seront dédoublées dans les écoles des quartiers défavorisés (REP) ainsi que 1 500 classes de CE1 dans les quartiers très défavorisés (REP+). Cela s'ajoutera aux 2 000 classes de CP déjà dédoublées l'an dernier en REP+. Au total cette année, près de 200 000 élèves bénéficieront de cette mesure contre 60 000 l'an dernier et 300 000 attendus l'an prochain.

HANDICAP L'an dernier, 321 476 élèves en situation de handicap étaient scolarisés. À la rentrée, 20 000 élèves supplémentaires sont attendus. Le gouvernement promet 3 584 équivalents temps plein d'accompagnants supplémentaires.

L'ALLOCATION DE RENTRÉE SCOLAIRE (ARS), qui aide les parents aux revenus modestes à payer les cartables et autres fournitures, a été versée le



PHOTO AFP

16 août à environ trois millions de familles. Son montant a été revalorisé d'environ 1 % par rapport à l'an dernier : 367,73 € pour les élèves de 6 à 10 ans, 388,02 € pour les 11-14 ans, et 401,47 € pour les 15-18 ans.

DANS L'ACADÉMIE DE BORDEAUX 272 314 élèves font leur rentrée ce matin dans les écoles, collèges et lycées publics, 400 de moins que l'an dernier. Mais les effectifs ne cessent de croître en Gironde, avec 700 élèves en plus dans le primaire et plus de 2 000 en plus dans le secondaire.

Êtes-vous satisfait de la politique de Jean-Michel Blanquer ?

OUI
NON



GÉRARD POMMIER,
PRÉSIDENT
NATIONAL DE LA
PEEP (PARENTS
D'ÉLÈVES)

Globalement, nous trouvons que le ministre va dans la bonne direction. Il fait preuve de pragmatisme. Il y a une forte attente de la population sur la capacité de l'Éducation nationale à se réformer : Jean-Michel Blanquer répond à cette attente, et nous souhaitons qu'il aille jusqu'au bout dans ses projets de réforme. Les effectifs allégés en CP, c'est positif, les résultats sont intéressants. Les devoirs faits au collège, c'est aussi très bien, même s'il faut regarder de plus près comment les choses se

« Il va dans le bon sens et fait preuve de pragmatisme »

passent dans les établissements. La réforme du bac et des filières au lycée, ça va également dans le bon sens. Quant à l'évaluation, il a raison de l'encourager, elle est

nécessaire. Chacun a son avis sur l'éducation, c'est un sujet qui alimente des débats sans fin, souvent très idéologiques, aussi il est important d'avoir un juge de paix : une évaluation fiable et précise des résultats des politiques mises en œuvre.

Il lui est parfois reproché de ne pas écouter les corps intermédiaires, mais à chaque fois que nous avons sollicité une rencontre avec le ministre ou ses équipes, il n'y a pas eu de difficultés. De toute façon, s'il faut rechercher l'accord de tous, on devient immobile.

OUI
NON



RAYMOND ARTIS,
PRÉSIDENT
NATIONAL DE LA
FCPE

Le doublement des classes de CP, les devoirs faits, ce sont de bons outils, mais nous sommes préoccupés par la façon dont ces mesures sont mises en œuvre. Par exemple, le dispositif des devoirs faits, dans son application concrète, est éloigné de ce que nous espérons : on est loin du soutien « sur mesure » ou en petits groupes. Souvent, il y a un adulte pour 15 élèves, et ce n'est pas toujours un enseignant pleinement qualifié, le ministère mobilise beaucoup de jeunes volontaires du service civique. Jean-Michel Blanquer parle volontiers de

« De bons outils, mais une mise en œuvre décevante »

concertation et d'autonomie, mais sa pratique du pouvoir est pyramidale. Sa méthode, souvent, c'est : voici mon projet, je déroule, et si vous n'êtes pas d'accord, il vous accuse de

manquer d'« optimisme » !

Il parle aussi beaucoup d'évaluation, mais l'évaluation, ce n'est pas une fin en soi. Il ne répond pas à la question essentielle : quand l'enfant n'a pas atteint les objectifs, on fait quoi ?

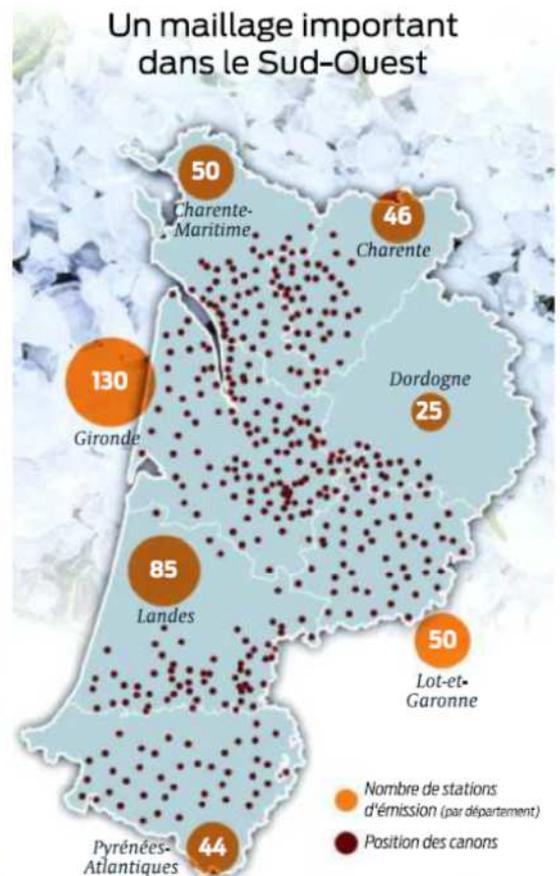
Sa plus grande erreur à ce jour reste, à nos yeux, d'avoir permis ce retour à la semaine de quatre jours. C'est une régression. Tous les professionnels de l'Éducation admettent que les journées de classes sont trop chargées et pas assez nombreuses. C'est évidemment une évolution contraire à l'intérêt de l'enfant.

Pour un mur de l'Atlantique des générateurs anti-grêle

Menées par une association de bénévoles, les installations de générateurs anti-grêle se multiplient en Nouvelle-Aquitaine. Grâce à ce moyen technique, il s'agit d'éviter au maximum la formation de grêlons dans les nuages



Chez Jean-Louis Dubourg (à gauche), agriculteur à Cestas (33), les équipes de l'Anelfa installent un générateur qu'il faudra déclencher en cas de risque d'arrivée d'un nuage de grêle. PH. C.L. PETIT/USO



Source : ANELFA

Infographie

CÉSAR COMPADRE
c.compadre@sudouest.fr

Cela ressemble à une petite cheminée métallique et elle peut sauver de la grêle les habitations et les cultures. C'est grâce à cet outil - appelé générateur - que l'Association nationale d'étude et de lutte contre les fléaux atmosphériques (Anelfa) mène la résistance, d'avril à octobre. En mai, par exemple, des milliers d'hectares de vigne ont été touchés en Gironde et à Cognac (1).

« Ce système a fait ses preuves depuis soixante ans. Très présents dans le Sud-Ouest, nous devons encore trouver des bénévoles pour accueillir nos générateurs et améliorer la lutte », explique Jérôme Laduye. Il est le technicien chargé de la branche girondine de cette structure à but non lucratif siégeant à Toulouse (2).

Jean-Louis Dubourg est convaincu. C'est chez lui que les équipes de l'Anelfa sont venues installer une nouvelle machine cet été. « Il en va de l'intérêt de tous. Il faut être solidaires et ce n'est quand même pas une grosse contrainte », avance cet agriculteur de Cestas, au sud-ouest de Bordeaux. Sur 280 hectares, il y produit du maïs et des carottes.

Aller au milieu des nuages

Comment ça marche ? « Le générateur envoie dans le ciel une solution d'iodure d'argent, un produit inoffensif. L'objectif est qu'elle enseme les nuages menaçants pour empêcher la formation de gros grêlons, ceux qui deviendront dangereux en atteignant le sol. Il ne tombera alors que de plus petits cristaux, voire une simple pluie », détaille Frédéric Masarotti, autre spécialiste de l'Anelfa.

Devant nous, près d'une cabane si-

tuée sur un des champs de Jean-Louis Dubourg, l'installation commence, et la formation qui va avec.

« Tout doit être allumé trois heures avant l'arrivée des nuages et pendant tout leur passage »

Un cas pratique est exposé : annonce par la météo à 6 heures d'un risque de grêle ; envoi d'un SMS aux adhérents du réseau Anelfa vers 8 heures ; ces derniers - souvent des agriculteurs - doivent aller allumer les générateurs et le produit part alors dans le ciel. Il y a eu 21 alertes en Gironde en 2017.

« Tout doit être allumé trois heures avant l'arrivée des nuages et pendant tout leur passage. Au regard de leur vitesse d'avancement, il faut agir

quand ils sont à environ 100 km à l'ouest. En effet, dans 80 % des cas, ils arrivent suivant une diagonale sud ouest/nord est », explique-t-on.

« Des trous dans la raquette »

En fait, le générateur installé chez un bénévole (chacun d'eux couvre une surface de 10 km² environ) ne le protège pas lui, mais son voisin, situé à l'est de sa position. Jean-Louis Dubourg, depuis Cestas, agit donc pour la métropole. Pour qu'il soit lui-même protégé, il faut des générateurs à l'ouest de ses terres. Ce qui n'est pas tout à fait le cas (il a d'ailleurs subi la grêle en 2013).

« Nous avons des trous dans la raquette du côté du bassin d'Arcachon et du nord des Landes. D'où nos efforts pour installer davantage de générateurs (autour de 2 000 € pièce) et assurer un maillage le plus dense possible du territoire », plaide Jérôme Laduye (voir infographie ci-dessus).

Il s'agit d'ériger un mur de l'Atlantique des générateurs anti-grêle pour épargner l'intérieur des terres. La Métropole bordelaise manque aussi de machines qui abriteraient le sud du Médoc et le Blayais. Au vu des dégâts récents, des communes réfléchissent à subventionner des installations pour accélérer le mouvement. La Gironde - de loin le département abritant le plus de machines - en compte à ce jour 129. Comme chez Jean-Louis Dubourg, les agents de l'Anelfa n'ont pas chômé en 2018. L'objectif est à 140, ce qui est espéré pour l'été 2019.

(1) L'Inao vient d'autoriser les vigneron en AOC à installer des filets anti-grêle sur les rangs de vigne.

(2) www.anelfa.asso.fr. L'antenne girondine est subventionnée par le Conseil départemental et les viticulteurs. Le financement varie suivant les départements.

Le zigzag du stop ou encore

PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE Tout le week-end la confusion a régné. Voilà le chef de l'État pris entre deux risques : le couac technique ou le renoncement

JEFFERSON DESPORT
j.desport@sudouest.fr

Initiée par François Hollande, la réforme du prélèvement à la source, qui doit entrer en vigueur en janvier 2019, n'est pas loin de virer à la bombe à retardement pour son successeur, Emmanuel Macron. Un vrai cadeau empoisonné. Surtout, si l'on observe la très dansante valse-hésitation qui a saisi l'exécutif sur ce sujet ces derniers jours. Et ce ne sont pas les révélations du « Parisien » hier, qui devraient contribuer à dissiper ses doutes. Bien au contraire.

Selon le quotidien, la phase de tests a en effet laissé apparaître d'importantes failles techniques. Près de 300 000 erreurs ont ainsi été identifiées dont deux récurrentes : le prélèvement à de multiples reprises de l'impôt auprès d'une même personne, ainsi que le prélèvement par erreur à un homonyme. Alors que les Français sont encore majoritairement favorables à cette réforme, comme le montrent les derniers sondages, voilà qui fait désordre.

« Le système est prêt »

Pourtant, dès hier, Gérard Darmanin, le ministre de l'Action et des Comptes Publics, qui pilote cette transformation majeure, et la direc-

tion générale des finances publiques ont répliqué : « Les anomalies identifiées lors des tests (0,1 %) ont été résolues. Le système est prêt pour janvier 2019 ». En clair : tout va bien Madame la Marquise.

Or, cette certitude de l'administration contraste fortement avec les récents propos d'Emmanuel Macron et d'Édouard Philippe. Lesquels sont autrement moins catégoriques. Le 26 août, lorsqu'il a dévoilé dans le « JDD », les grandes lignes du budget 2019, Édouard Philippe est volontairement resté flou sur cette réforme promettant seulement de faire « le point » d'ici quelques semaines. Tout sauf un top départ donc. Quatre jours plus tard, depuis Helsinki, le chef de l'État confirmait que rien n'était encore décidé : « J'ai besoin d'une série de réponses très précises et d'être sûr de ce que nos concitoyens vivront le jour où on le mettra en place, si on le met en place ».

Preuve que le sujet inquiète, samedi, Gérard Darmanin n'a eu d'autres choix que de reconnaître qu'un « arrêt » de la réforme n'était pas à ex-

clusion. Un cruel rétro-pédalage pour celui qui en assure le service après-vente depuis plusieurs semaines.



Gérard Darmanin a admis samedi que l'« arrêt » de la réforme n'était pas à exclure. PHOTOMAXPPP

clusion. Un cruel rétro-pédalage pour celui qui en assure le service après-vente depuis plusieurs semaines.

Macron veut des garanties

Hier, pour tenter de gommer cette désagréable impression de zigzag au plus haut sommet de l'État, Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, et Muriel Pénicaud, son homologue du Travail, se sont relayés dans les médias pour expliquer

qu'Emmanuel Macron cherchait avant tout des garanties. « Avant d'appuyer sur le bouton rouge il faut être sûr que tout marchera parfaitement et que c'est compris par tout le monde », a indiqué Muriel Pénicaud. Précisant qu'une décision sera prise « mardi ».

Une certitude cependant : dans le contexte difficile de cette rentrée – démission de Nicolas Hulot, coup de gueule de Stéphane Bern, crois-

sance au ralenti... – que le chef de l'État hésite à débiter l'année 2019 avec un risque de couac technique peut se comprendre. Surtout qu'un choc psychologique des contribuables n'est pas à écarter non plus. Seulement, reculer sur cette réforme, alors que toute la communication est lancée, pourrait être pris au mieux comme une marque d'amateurisme, au pire comme un renoncement.

Daniel Cohn-Bendit ne remplacera pas Nicolas Hulot

POLITIQUE
L'écologiste a pris la décision de ne pas entrer au gouvernement d'« un commun accord » avec Emmanuel Macron

Fin du suspense. Après avoir été présenté comme le favori pour remplacer Nicolas Hulot, qui a démissionné mardi, Daniel Cohn-Bendit, 73 ans, a annoncé hier soir qu'il ne prendrait pas la tête du ministère de la Transition écologique.

L'écologiste a expliqué qu'après réflexion, il avait pris la décision de ne pas entrer au gouvernement d'« un commun accord » avec le président Emmanuel Macron.

« Le président m'a dit : si tu es ministre, tu perds ta personnalité, tu n'as plus cette liberté, est-ce que tu veux cela ? Et c'est là qu'on s'est mis d'accord que c'est une fausse bonne idée », a-t-il déclaré sur LCI. Il a toutefois précisé que le chef de l'État lui avait tendu la perche et qu'il réfléchissait à « travailler ensemble » pour les Européennes.



Daniel Cohn-Bendit réfléchit à travailler avec Emmanuel Macron pour les Européennes. PHOTO AFP

Des candidats potentiels

Daniel Cohn-Bendit a par ailleurs cité deux noms qu'il a évoqués avec le président : Laurence Tubiana, directrice de la Fondation européenne pour le climat et ancienne négociatrice pour la France lors de la COP21, ainsi que l'écologiste Pascal Canfin, président du WWF France. Parmi les autres candidats potentiels figurent la députée de la majorité Barbara

Pomplii, le secrétaire d'État à la Transition écologique Sébastien Lecomu, l'ex-ministre de Nicolas Sarkozy Chantal Jouanno ou le président de l'Assemblée nationale François de Rugy.

Aucune indication n'a été donnée par l'Élysée sur un remaniement plus large du gouvernement, qui se réunira mercredi pour le séminaire de rentrée.

EN BREF

PROCÈS

Cinq ans après la mort de Clément Méric, devenu un symbole de l'engagement antifasciste, trois skinheads comparaisaient à partir de demain aux assises pour répondre des coups portés contre cet étudiant de 18 ans tué lors d'une bagarre en plein Paris.

MÉDECINE

La faculté de médecine de Lille a suspendu son diplôme d'homéopathie pour l'année universitaire 2018-2019 dans « l'attente de la position » de la Haute autorité de santé (HAS) et d'échanges nationaux sur l'encadrement de cette pratique et de son enseignement.

AIR FRANCE

Le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire a vanté hier les résultats obtenus par Benjamin Smith, à la tête d'Air Canada, se disant « persuadé » que le nouveau patron d'Air France obtiendrait les mêmes résultats pour la compagnie française.

TRIPLE HOMICIDE

Un homme de 31 ans a tué à l'arme blanche son père, sa mère et sa sœur hier près de Cannes, dans les Alpes-Maritimes, dans un drame familial dont les raisons seraient « d'ordre psychiatrique », ont indiqué une source policière et le Parquet. L'homme soupçonné de ce « triple homicide » dans

un appartement du Cannet », une commune limitrophe de Cannes, a été interpellé sur les lieux du drame. Le meurtrier présumé a été placé en garde à vue et devrait être examiné par un psychiatre.

MARIAGE

Christian Estrosi a refusé de célébrer un mariage qui devait se tenir samedi, à la mairie de Nice, pour cause d'infractions au code de la route. Le cortège nuptial s'est en effet distingué par des indisciplinés et des faits de « conduite dangereuse ». Le mariage a été reporté à aujourd'hui.

JUSTICE

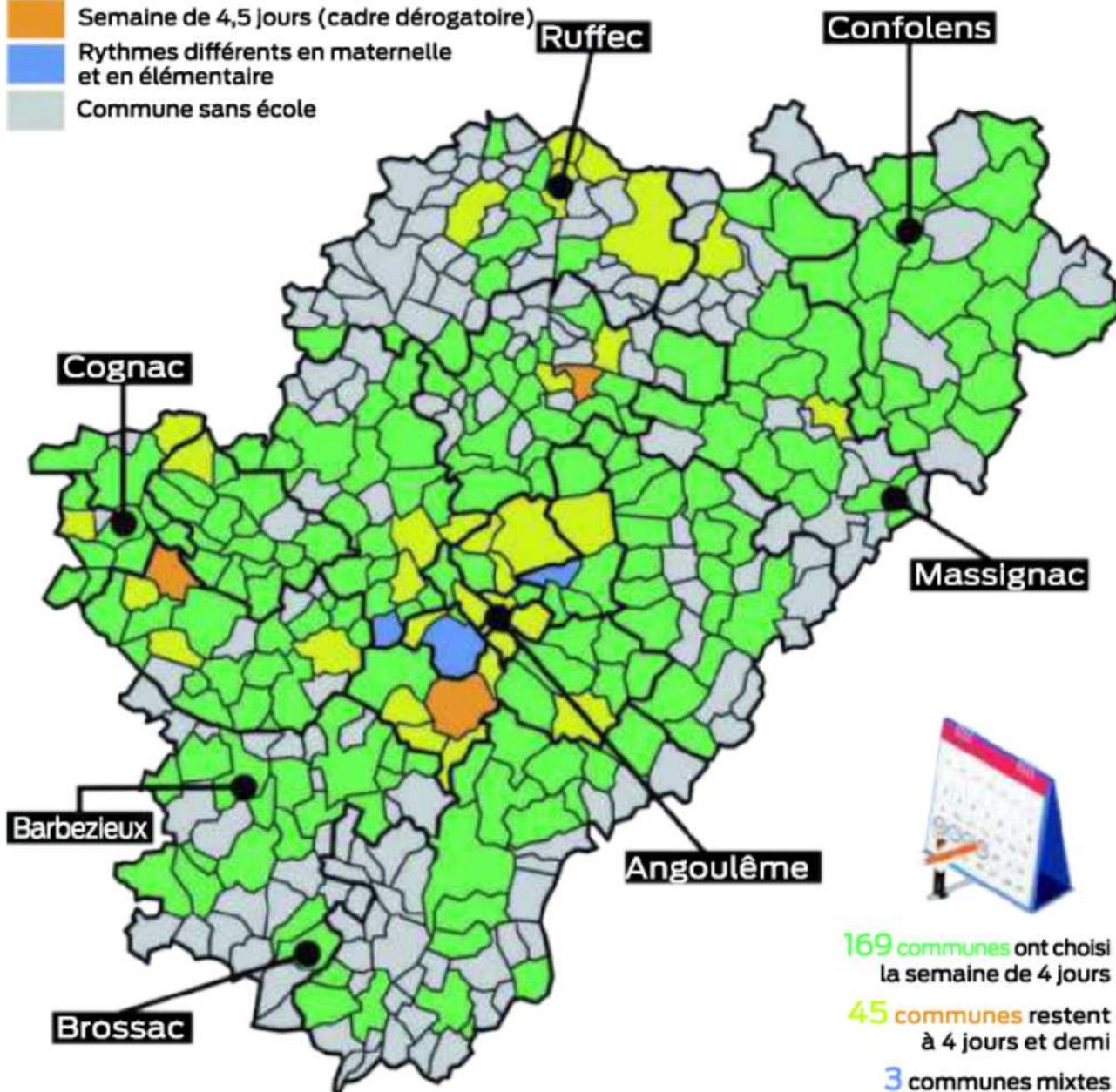
Vendredi, un père de famille a voulu se faire justice lui-même en décidant, avec deux de ses amis, de punir deux jeunes gens qui avaient dévouillé son fils, a indiqué « Le Progrès ». Le père et ses deux complices ont tous les trois été placés en garde à vue. Les deux jeunes voleurs ont quant à eux été relâchés dans l'attente de leur jugement.

FRAIS D'INCIDENT BANCAIRE

Le gouvernement présentera aujourd'hui aux banques françaises les engagements qu'il attend d'elles pour une meilleure maîtrise des frais d'incident bancaire appliqués aux publics fragiles, a annoncé hier le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, sur BFM TV.

Quels rythmes scolaires ?

-  Semaine de 4 jours
-  Semaine de 4,5 jours (cadre général)
-  Semaine de 4,5 jours (cadre dérogatoire)
-  Rythmes différents en maternelle et en élémentaire
-  Commune sans école



Consultez notre carte interactive sur **SUD OUEST.fr**

Source : www.ac-poitiers.fr 

Les syndicats plus que jamais sur le qui-vive



Une rentrée sous surveillance.

PHOTO ARCHIVES LL

SOCIAL Ils dénoncent la précipitation avec laquelle le gouvernement a agi et l'absence de concertation

Lors de sa conférence de presse, le recteur Armel de la Bourdonnaye affichait sa sérénité à l'heure d'évoquer la rentrée. De leur côté, les syndicats enseignants auraient plutôt tendance à tempérer cet optimisme. Question de méthode. « Le ministre a la fâcheuse tendance d'indisposer en travaillant sans aucune concertation avec les partenaires syndicaux », constate Alain Héraud.

Crispations

Le co-secrétaire du Snes-FSU cite la publication tardive, fin juillet, au bulletin officiel, des programmes d'enseignement ou de l'interdiction du téléphone portable dans les écoles et collèges « alors que la plupart des règlements intérieurs sont ficelés dès juin ». Il regrette également que « l'Éducation nationale devienne un bon élève en matière

d'emploi contractuel précaire » et se dit très attentif à la réforme des lycées qui s'annonce. « On en sentira les effets dès 2019. On regrette la précipitation dont fait preuve ce gouvernement. C'est la méthode Macron : on va vite pour montrer que l'on va tout faire. Il n'empêche que cette rentrée ne verra pas les choses s'améliorer ».

En Charente, la création de deux secteurs multi-collèges sur l'agglomération d'Angoulême avait généré quelques crispations. Cette mesure d'assouplissement de la carte scolaire est censée favoriser la mixité sociale. Selon les syndicats, qui dénoncent la mise en concurrence des établissements, la sectorisation n'aurait, cette année, produit que peu d'effets. Selon des chiffres à affiner, sur le secteur Est, 86 % des familles auraient inscrit leurs enfants dans l'établissement auquel ils sont

normalement rattachés. Sur le secteur ouest, le collège Pierre-Bodet, à Ma-Campagne, perdrait une division et Anatole-France, à l'Houmeau, en gagnerait une... Les effectifs resteraient stables au collège Michelle-Palet, à la Grande-Garenne.

Premier degré

Dans le premier degré, il y a également des inquiétudes. « Il faut savoir que la Charente perd un psychologue scolaire, sur la circonscription de Cognac. Plusieurs postes ne sont pas pourvus à Balzac, Chabanais, Ruffec, Rouillac ou Gond-Pontouvre ». Même constat pour les « maîtres E », ces professeurs des écoles dédiés au soutien scolaire qui manquent à l'appel à Barbezieux ou à Côteaux-du-Blanzacais. « Ce sont des postes importants, des enseignants qui partici-

pent à la bonne vie d'une classe. On sait que leur absence a des conséquences pour l'ensemble du groupe », souligne Élise Moreau, secrétaire générale du SNUipp-FSU en Charente.

La responsable syndicale se soucie bien des réformes expérimentées (« l'évaluation imposée des CP qui dépossède les enseignants de leur classe ») que de la « pénurie de remplaçants » qui guette. « Lors de la dernière année scolaire, nous avons eu des journées à plus de quarante enseignants non remplacés. »

L'an passé, pour la première fois en Charente dans le premier degré, l'Éducation nationale a fait appel à des personnels contractuels pour combler le manque. Des personnels précaires, peu et mal formés, selon les syndicats.

B. R.

40 mobylettes pour le premier Mob's 16

RALLYE Ce samedi, le premier rallye interentreprises Mob's 16 était organisé par l'association Développement réseau 16 avec la CCI de Charente entre Angoulême et Cognac. Il s'agissait pour des chefs d'entreprises et salariés de passer un moment de convivialité en circulant à travers le département au guidon de vieilles mobylettes. Ils étaient au total une quarantaine à être parti de la mairie d'Angoulême samedi matin. Leur périple les a menés jusqu'à Cognac mais aussi à Bas-sac, Bourg-Charente et Saint-Simeux. Le cortège est ensuite revenu dans l'agglomération d'Angoulême et plus précisément à l'espace Carat vers 18 heures. S'en est suivie une soirée ponctuée par un feu d'artifice.



S
é
it
r
n
3-
t

Deux salariés du Grand Angoulême au guidon de leurs mobylettes. PHOTO ANTOINE BENEYTOU

Coup de chauffe a mis la ville en ébullition

CULTURE Le festival des arts de la rue a séduit les fans, ce week-end. D'autres se montrent plus sceptiques

PHOTOS : ANNE LACAUD
TEXTES : JONATHAN GUÉRIN
j.guerin@sudouest.fr

Comment juger de la réussite d'un événement culturel ? Mis à part la fréquentation, la réponse est très subjective. Ce que l'on peut dire, c'est que la 24^e édition de Coup de chauffe a attiré beaucoup de monde samedi, alors que les rues semblaient presque désertes hier.

Alors le mieux reste encore d'interroger les spectateurs. Dont certains sont de vrais aficionados. « On vient tous les ans et c'est un super moment avant la rentrée », s'enthousiasme Paul, petit Cognacais de 10 ans. Ses parents lui ont visiblement transmis le virus. « La première année, on était venu sans préparation et on l'a regretté, racontent Élise et Joseph. Depuis, on étudie le programme et on planifie tout ! Ce qui est bien, c'est la diversité des animations. Toute la famille peut en profiter. »

Des hauts et des bas

Problème, certaines propositions sont quelque peu hermétiques. « Oh non, encore un truc intello », peste une dame, rebroussant chemin avec ses enfants pour ne pas voir « Silence encombrant ». Pendant une heure et demie, des zombies sortent d'une grande benne et étalent des poubelles dans la cour du musée. « Je ne comprends pas le concept », regrette Marion, venue pour la première fois. « Bon, il faudrait peut-être prendre le temps de s'immerger, ajoute Justine. Mais là, ça ne m'inspire pas. »

En fait, on avait un peu l'im-



« La Transumante » est constituée de morceaux de bois reposant uniquement sur la gravité. L'œuvre a été déplacée, morceau par morceau, pendant toute la journée de samedi

pression, ce week-end, que les gens déambulaient à la recherche d'une animation qui leur plaise (avec plus ou moins de succès). « On est loin de voir autant de monde que les années précédentes », regrette un fidèle. « Ça manque un peu d'animations dans les rues, des entresols qui

permettraient de rehausser le tout », propose Anne. Heureusement, le tableau n'est pas tout noir. La liste des réussites est longue. « Fleur » était fidèle à sa promesse de « revisiter "Le Petit Prince" sous acide ». Déjà venue à Cognac, « La 4L infernale » a enregistré une longue file d'attente.

« Je suis venu spécialement de l'Oise pour le festival », garantit Michel. Grosse performance pour « La Transumante » : cette œuvre en bois a été déplacée pièce après pièce de la mairie jusqu'à la cour du musée, suscitant les applaudissements du public. Lequel a pu interagir avec « C'est pas là,

c'est par là », une pelote de laine géante où chacun était invité à dénouer les fils. « Il y en a pour tous les goûts », défend Pierre, venu pour la première fois. « Ça dynamise la ville », ajoute Clara, venue avec ses enfants. Amélie abonde : « On a de la chance d'avoir ça gratuitement dans une ville comme Cognac. »

Dans le bilan positif, on signalera enfin les temps de conviviali-

té, expressément ajoutés cette année par l'organisateur, Stéphane Jouan (lire ci-contre). Les petits-déjeuners ont fait le plein. Le bal du samedi soir a été plébiscité. Et le banquet d'hier midi s'est imposé comme un moment d'échanges. Ce buffet géant de pâtes installé rue d'Angoulême a régalié les convives. Autant d'idées pour fêter le demi-siècle de Coup de chauffe, l'an prochain.

30 000 visiteurs sur le week-end



Stéphane Jouan dirige l'Avant-Scène, le théâtre qui organise l'événement

Stéphane Jouan, directeur de l'Avant-Scène, fait le bilan de cette 23^e édition. Selon lui, la barre des 30 000 spectateurs n'est pas loin d'être atteinte

Il est visiblement satisfait, Stéphane Jouan. Le directeur de l'Avant-Scène (le théâtre public qui organise Coup de chauffe) avait en tout cas le sourire, hier soir, au moment de dresser le bilan. « Il est difficile de faire un comptage exact, commence-t-il. Mais nous avons des jauges, et elles étaient plus que remplies. Donc on doit être autour de 30 000 personnes sur le week-end. Il y avait une belle énergie. »

Que répond-il à ceux qui ont du mal à rentrer dans les spectacles ? « Il

n'y a pas de volonté d'exclure. Certaines formes correspondent aux attentes des gens, et d'autres non. C'est dur de satisfaire tout le monde. Il n'y a pas de recette. Et puis si des animations dérangent ou suscitent un inconfort, on s'en va. C'est aussi ça l'art de rue. »

Pour des raisons de sécurité, Coup de chauffe investissait pour la première fois le Jardin public comme cœur battant. « On a utilisé ça comme une matière, pas comme une contrainte. On a construit le pro-

gramme là-dessus et le pari est réussi. » L'occasion aussi de saluer les innovations : « Le buffet de dimanche midi a réuni 300 personnes. C'était un moment important. Le bal du samedi soir a constitué un point d'orgue. »

Stéphane Jouan ne veut rien dire sur l'édition des 25 ans : « On se laisse la liberté de faire en fonction de notre inspiration. » Mais un quart de siècle, ça mérite un gros Coup de chauffe, non ? En tout cas, le festival réfléchit à l'idée de commencer les festivités le vendredi soir.

Le festival a dû payer la police

Décidément, Coup de chauffe a maille à partir avec les policiers. L'an dernier, un spectacle s'était moqué des forces de l'ordre. Les hommes du commissariat avaient peu goûté cet humour.

Cette année, le festival passe à la caisse. Le théâtre de l'Avant-Scène a dû payer les policiers pour qu'ils sécurisent le périmètre. « C'est la première fois que cela se produit », confirme Stéphane Jouan, qui se montre peu bavard sur le sujet, refusant de dévoiler les chiffres.

Mais il ne s'agit pas de représailles. En réalité, beaucoup de festivals sont concernés en France. Une conséquence de la politique de Gérard Collomb, le ministre de l'Intérieur. Une circulaire publiée en mai prévoit que les organisateurs d'événement devront désormais régler le coût des policiers déployés. La mesure a déjà suscité une bronca dans le monde culturel.

À Cognac, certains policiers sont spécialement venus en renfort d'Angoulême, La Rochelle ou Bordeaux. Coup de chauffe a toutefois un espoir : pouvoir bénéficier d'un fonds de solidarité du ministère de la Culture pour rembourser une partie de la facture. « Mais il faut que l'on se renseigne pour savoir si on y a droit », conclut Stéphane Jouan, qui ne veut pas polémiquer sur le sujet.



« Silence encombrant » a quelque peu dérouté le public



« Titre définitif » a eu le mérite de faire une proposition originale. Un concert se transformant en spectacle de magie mentale. Les personnes présentes ont été bluffées



Place à la danse, avec « Sangkhumtha Hope ». Cette troupe, partie de la place François-1^{er}, est descendue sur le boulevard Denfert-Rochereau aux rythmes de l'Asie



Dimanche midi, les festivaliers se sont vus offrir un repas de pâtes. Affluence garantie



Désarçonnés face à cet enchevêtrement de ficelles, les spectateurs ont été invités à démêler les fils de cette œuvre, place d'Armes



« Fleur », une odyssée délirante mais poétique pour toute la famille



Les amateurs de cirque ont apprécié « Les Rêves d'Erica »



La place François-1^{er} transformée en scène de danse interactive

Meukow aide le Népal

CULTURE

La maison de négoce propose une exposition photo sur les enfants du pays

MEJDALINE MHIRI
cognac@sudouest.fr

Le hasard fait parfois bien les choses. La nouvelle exposition Meukow, qui ouvre au public aujourd'hui en centre-ville, est d'abord la conséquence d'une rencontre fortuite. « J'ai fait la connaissance de Gérard Truffandier il y a quelques mois, lorsqu'il était le photographe chargé de prendre les clichés durant un cocktail, explique Marie-Laure Brugerolle, secrétaire générale de la maison de cognac. Quand j'ai vu les photos, j'ai trouvé qu'il avait su capter l'essence même des personnes présentes ce soir-là, que pour beaucoup je connaissais. Je lui ai alors demandé de voir le reste de son œuvre. »

Pour la bonne cause

Le résultat ? Une exposition tirée du talent du photographe et de son amour pour le Népal. « Je m'y suis rendu dix fois ces vingt dernières années, confie Gérard Truffandier. Pour les gens, pour la montagne, pour le bouddhisme, ce pays est incroyable. Je suis très engagé auprès



Les jeunes népalais sont mis en valeur dans cette exposition de Gérard Truffandier. PHOTOM. M.

de Népal Care, une association franco népalaise créée à la suite des tremblements de terre de 2015 pour venir en aide aux populations népalaises les plus défavorisées. »

C'est d'ailleurs à cette association que reviendra l'ensemble des bénéfices de la vente des photos proposées au public. « Nous avons choisi 25 clichés sur 275, cela a été une véritable épreuve ! rigole Marie-Laure Brugerolle. Nous avons sélectionné exclusivement des portraits d'enfants puisque les ventes aideront à

la construction d'une école. Gérard a vraiment su capter la détermination, le courage, les sourires de ces enfants qui vivent dans un des pays le plus pauvre du monde. Et comme Gérard y va depuis des années, il est capable de nous raconter le parcours de cette jeune fille qui est maintenant devenue maman. Ces photos sont très émouvantes ! »

D'un naturel calme, posé, le photographe aime à travailler avec un 35 millimètres, qui lui permet

« d'approcher les gens sans trop les déformer. Cela permet de s'impliquer dans l'événement sans trop se faire remarquer ». Une sensibilité et un œil certain au service de la bonne cause.

Exposition photos « Enfants du Népal », à partir de demain et jusqu'au 30 septembre. Vernissage et vente de photos au profit de l'association Népal Care. À l'espace Guyenne, Meukow (26, rue Pascal-Combeau, à Cognac). Entrée libre.

CHÂTEAUBERNARD

Portes ouvertes au club de tarot



Amateurs de tarot et débutants sont les bienvenus demain, à la salle Jean-Tardif, à partir de 20 h 30, pour une soirée portes ouvertes avec le club Le 21. Une séance d'initiation pour les débutants est proposée mercredi, de 15 heures à 18 h 30. PHOTO SANDRA BALLIAN

Les rhumes de la canicule

VOIES RESPIRATOIRES A priori on ne s'enrhume pas en été. Mais ça, c'était avant, avant les épisodes caniculaires, la climatisation dans la voiture, au boulot, au dodo. Un spécialiste nous explique tout

ISABELLE CASTÉRA
l.castera@sudouest.fr

« Un bon coup de froid ça tue les petites bestioles », disaient les grands-mères pleines de bon sens. Au contraire un bon coup de chaud, tel qu'on l'a subi cet été, ça les fait proliférer. Le docteur Pierre-Jean Monteyrol, ORL à la clinique du Tondu de Bordeaux en fait les frais. Il tousse, renifle et éternue, comme en plein hiver. Ce spécialiste du nez et du sommeil accuse le réchauffement climatique, par voie de conséquence, la canicule et les excès de la climatisation.

« En gros, plus il fait chaud, plus il y a d'éléments perturbateurs dans l'air, commence-t-il. Il y a donc plus d'allergènes en suspension, une pollution incroyable dans les villes fermées et la couche d'ozone qui pose un couvercle sur tout ça. Ces trois éléments ont des conséquences sur les voies respiratoires,

notamment sur le nez en premier lieu. Pourquoi le nez ? Parce qu'il filtre l'air ambiant, il le stérilise et l'humidifie. » Et le phénomène climatique exceptionnel que nous avons connu cet été, le fait qu'un pays tempéré devienne un pays chaud provoque sur le nez une espèce de sur-régime. Il sature. Donc les petites bestioles prolifèrent grâce à la chaleur, le nez n'arrive

à assurer son boulot de purification de l'air, les muqueuses nasales sont en suractivité, elles se bouchent, s'infectent. Et c'est le rhume, la rhino, les éternuements, le nez bouché, la toux, la fièvre... » Mais si en plus, cette hyperactivité est confrontée à des différences brutales de températures et d'hygrométrie (présence d'eau dans l'air, NDLR), poursuit le docteur Monteyrol, c'est le pompon. » Les différences brutales de température



Le réchauffement climatique et les changements de température, par voie de conséquence, fragilisent notre organisme. Oui, désormais, on s'enrhume même en été. PHOTO QUENTIN SALINIER / « SUD OUEST »

et d'hygrométrie ne sont évidemment pas naturelles. Le médecin fait référence à la climatisation sans laquelle nos vies citadines ne seraient pas tenables. « On subit les clim, dit-il, dans la vie publique, à peu près partout. Dehors 38 °C et dedans 15 °C. »

Syndrome bâtiment malsain
Le corps doit s'habituer à la chaleur, puis en quelques secondes, s'habituer à la fraîcheur. » Sur des organes

déjà bousculés par le contexte ambiant, cette rupture violente a un effet particulièrement délétère. La climatisation assèche l'air, très concentré en allergènes de tous genres, et ce, malgré des filtres de bonne qualité. La plupart des clim des grandes colonnes, des hôpitaux, cliniques, hôtels, bâtiments administratifs ou bureaux, des supermarchés, sont rarement nettoyés ou alors c'est rarement bien fait. » Nous voilà donc face au

syndrome du bâtiment malsain « Sick Building Syndrome » ou « building-related illness », récemment décrit dans la littérature scientifique, très présent aux États-Unis, et de plus en plus chez nous. Ce syndrome, dans le domaine de la santé environnementale et de la santé au travail, comprend une combinaison de symptômes ou de maladies médicalement inexplicables et associées à un lieu construit. Il est parfois assimilé aux maladies émergentes, et fréquemment traité par la médecine du travail. « En effet, précise le docteur Monteyrol, on y arrive. Les climatisations provoquent des rhumes, rhinites, allergies diverses, mais aussi la légionellose qui peut être bénigne ou nécessiter une hospitalisation. »

Des conseils de bon sens

Le médecin ORL bordelais assure qu'il suffirait de remonter un peu les températures sous clim pour éviter ces maladies. « En préventif, je dirais que la différence extérieur-intérieur doit être de 5 °C maximum. Il faut que les gens exposés entretiennent leur nez, avec des nettoyages à l'eau distillée ou l'eau de mer, qu'ils se soignent lorsque les premiers symptômes se présentent, qu'ils consultent en cas de fièvre. Cet été, tous les médecins ont dû faire face à une recrudescence de patients touchés par ces affections ORL. Cela devient un véritable problème de santé publique, avec lequel nous allons devoir apprendre à vivre. » Le bouleversement climatique commence à avoir un impact direct sur nos vies.